

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Bolivie-dialogue-ou-guerre-sociale-Entretien-avec-Harry-Moncada>

Bolivie : dialogue ou guerre sociale ?Entretien avec Harry Moncada

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : mercredi 29 janvier 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La rébellion actuelle déclenchée par différents secteurs sociaux boliviens est le fruit de deux décennies de transformations sociales, culturelles et productives qui ont changé la face du pays et on profondément modifié les formes d'action du mouvement ouvrier.

Par Raoul Zibechi,
Brecha, 24.01.03.

La Coordination de la défense de l'eau et de la vie de Cochabamba représente une nouvelle forme d'articulation du très fragmenté tissu social bolivien. Elle a émergé en avril 2000 au travers d'une puissante insurrection urbaine qui avait obligé le gouvernement d'Hugo Banzer à faire marche arrière dans la vente du service des eaux à une entreprise privée étrangère.

Harry Moncada, 49 ans, professeur et membre de la Coordination, était de passage à Montevideo dans le cadre de la campagne pour la défense de l'eau menée en Uruguay par un réseau d'ONG et de syndicats. D'après Moncada, l'affrontement actuel entre des secteurs du peuple bolivien et le gouvernement est dans la suite logique de la révolte sociale qui se déroule depuis les trois dernières années et qui trouve son origine dans les politiques de privatisation, d'erradication forcée de la feuille de coca et dans la soumission aux intérêts des Etats-Unis dans la région.

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/gif/doc-16.gif>] **Quelles sont les causes du soulèvement actuel en Bolivie ?**

Harry Moncada : Nous avons antérieurement demandé au gouvernement qu'il apporte des réponses aux problèmes sectoriaux et généraux qu'avait laissé à l'abandon le gouvernement antérieur. N'oublions pas de Gonzalo Sanchez de Losada (l'actuel président, NdT) a accédé au pouvoir dans un intense climat d'insatisfaction et d'importantes mobilisations sociales. Il est arrivé au pouvoir en août 2002, a demandé 90 jours de trêve et nous lui avons donné 5 mois, mais ce gouvernement n'a donné aucune réponse. Le 13 janvier la trêve est arrivé à son terme et les mobilisations ont débuté dans un climat de malaise croissant.

Quelles sont les demandes du mouvement et quels sont les principaux problèmes sociaux du pays ?

HM : Les problèmes existent dans tous les secteurs. Les retraités, par exemple, ont fait une marche vers la Paz parce que beaucoup ne pouvaient prendre leur retraite et pour les autres, leur retraite a été volée. La marche du troisième âge, de Oruro à La Paz, a traversé les montagnes et les zones gelées et fut durement réprimée.

Il faut également souligner les grands problèmes généraux. L'entrée en vigueur de l'ALCA supposera la liquidation de la maigre industrie qui nous reste en Bolivie. De plus, il y a le problème aigü du gaz, qui pourrait être un moyen de développement important du pays. La Bolivie est face à deux options : l'exporter aux Etats-Unis à travers un gazéoduc jusqu'à la côte chilienne ou le vendre au Brésil qui payerait plus du double du prix. Mais le gouvernement se prononce en faveur de la première option, malgré le fait évident que cela ne bénéficiera pas au pays.

D'un autre côté, il existe une demande pour re-nationaliser les entreprises privatisées telles que les chemins de fer, le pétrole, la compagnie aérienne et les télécommunications. Mais la volonté est de le faire sous un contrôle social afin d'éviter la corruption et le clientélisme.

Les paysans, pour leur part, réclament des terres productives et une nouvelle réforme agraire. Sans oublier le thème de l'erradication forcée de la coca. Nous ne sommes pas coupables du processus qui transforme notre millénaire feuille de coca en cocaïne, les paysans ne consomment pas de cocaïne et les produits pour la fabriquer viennent des Etats-Unis. L'erradication forcée viole tout bonnement la souveraineté bolivienne car elle est exigée par Washington.

En Bolive, on applique un plan similaire au Plan Colombie : la militarisation du pays et l'intervention yankee directe avec l'objectif de dominer la biodiversité de la zone du Chapare, qui est presque aussi riche que celle du Putumayo

au sud de la Colombie.

Quelle est la réaction du gouvernement ?

HM : C'est comme d'habitude : d'un côté il tente de coopter des dirigeants sociaux - et pour cela il va jusqu'à les acheter - afin de désarmer la lutte, de démobiliser et de démoraliser la base. D'un autre côté, il intensifie la répression et déclare qu'il s'agit d'une lutte contre la coca, que nous sommes des « coqueros ». Mais dans la nouvelle réalité que vit le pays, ces discours et ces pratiques n'ont plus le même impact qu'ils avaient dans le passé. Les changements sociaux, culturels et productifs qui se sont produits dans les dernières décennies rendent caduque la forme habituelle de domination des classes dirigeantes.

Si le gouvernement ne cède pas, la confrontation sera encore plus aiguë. Un commandement, ou un état-major, de la rébellion sociale s'est constitué et est composé par les dirigeants de tous les secteurs mobilisés et avec l'objectif de coordonner et de donner une plus grande force de frappe au mouvement. C'est de cette manière là que nous réagissons à l'état de siège et à la militarisation de la rue. Nous allons vers une confrontation plus forte ou alors vers l'ouverture d'un dialogue.

Que s'est-il passé en Bolivie qui explique que les vieilles barrières, comme celles qui divisaient traditionnellement les ouvriers et les paysans ; les indigènes et les classes moyennes, se rompent ?

Comment a pu être dépassé l' ancestrale fragmentation du mouvement dans une société telle que la Bolivie ?

HM : La convergence actuelle, bien que cela semble curieux, c'est le néolibéralisme qui l'a impulsée. En 1985, le néolibéralisme fait une irruption brutale au travers de la loi 21.060 qui imposait un modèle économique d'ouverture qui a amené à la fermeture des mines, la principale source de richesse du pays. Ce fut un coup très dur, qui a détruit le prolétariat minier qui constituait la colonne vertébrale du mouvement populaire.

Le nouveau modèle a de plus fait éclater la Centrale ouvrière bolivienne (COB) qui avait atteint un tel pouvoir qu'aucun gouvernement ne pouvait prendre de décisions sans la consulter. Mais ce syndicalisme était caudilliste et négociait dans le dos des travailleurs. Tout cela s'est écroulé d'un coup.

Déjà, en avril 2000, au moment du soulèvement de Cochabamba contre la privatisation de l'eau, c'est de la base qu'à émergé la Coordination de la défense de l'eau et de la vie. Ce fut la première instance qui rassemblait tous les secteurs, sans dirigeants d'en haut mais avec des dirigeants issus de la base, sans les vieux caudillos dont le modèle historique fut incarné par le dirigeant minier Juan Lechin. Dans la coordination, il y a des ouvriers d'usine, des instituteurs organisés en syndicats, des paysans, des retraités, des jeunes, des habitants des quartiers.

De nouveaux acteurs surgissent : les indigènes, les jeunes, les femmes...

HM : C'est un processus qui a commencé depuis le mouvement pour l'eau en avril 2000 à Cochabamba. Il s'est ensuite approfondi au moment du soulèvement aymara-paysans qui a été soutenu par tous les secteurs, ruraux et urbains, ouvriers et classes moyennes. A ce moment-là, en 2001, le gouvernement Banzer avait dû reculer.

Les jeunes et les femmes sont devenus, depuis cette époque, les acteurs les plus significatifs. Mais tandis que les jeunes jouent un rôle nouveau, pour les femmes, il ne s'agit ni plus ni moins qu'une reprise des vieilles traditions de présence féminine dans le mouvement populaire et indigène. D'autre part, l'existence de formes d'organisation plus flexibles facilite l'intégration de ces nouveaux acteurs. Actuellement et pour la première, on assiste à l'organisation des employées domestiques.

Jusqu'à quel point Evo Morales et le Mouvement au socialisme (MAS) représentent un nouveau leadership ?

HM : Morales est un leader issu de la base, mais sa position se consolide grâce aux bourdes du gouvernement, comme lorsqu'il fut chassé du parlement pendant la législature antérieure. Il y eut ensuite l'intervention scandaleuse

de l'ambassadeur des Etats-Unis, Manuel Rocha, qui avait appelé à ne pas voter pour Evo car ce serait voter pour le « narcotrafic ». La troisième bourde, ce fut de nouveau Rocha qui l'a commise lorsqu'il a été au parlement pour faire pression sur les députés afin qu'ils n'élisent pas Evo Morales comme président de l'assemblée. Il n'y avait jamais eu une intervention aussi ouverte dans les affaires internes de la Bolivie.

Le gouvernement de Lula, au Brésil, peut-il contribuer à pacifier la situation en Bolivie et à promouvoir un changement de cap ?

HM : Je ne suis pas optimiste, tout comme mes compagnons. Le rapport des forces à l'intérieur du Brésil, mais surtout au niveau régional - avec l'exemple éclatant du Venezuela - , indiquent que les changements de fond vont être très difficiles. Le choix de promouvoir le chaos économique ou le chaos politico-militaire, comme en Colombie, semble être une des options actuelles de la superpuissance US. C'est là la meilleure manière pour eux d'imposer l'ALCA et face à cette option, seule peut faire face l'unité et l'intégration latino-américaine. C'est pour cela qu'Evo Morales fait peur et, ce n'est pas du tout de l'exagération, la Bolivie pourrait devenir un nouveau Viet-nam.

© COPYRIGHT BRECHA 2003

Post-scriptum :

Harry Moncada, Coordination de la Défense de l'Eau de Cochabamba.

[Courtoisie de Risbal](#)

*Traduction : Ataulfo Riera